

## **L'épiscopat français contre Maurras et la Résistance**

**Frédéric Le Moigne**

La focale dissidente, souvent orientée vers le bas, mérite d'être appliquée à la tête de l'Église de France. L'épiscopat issu du discordat, de la Séparation et de la réaction de Pie X, désormais librement choisi par Rome, a regardé durant le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle vers le modèle intransigeant et donc l'Action française. La guerre et le rapprochement diplomatique qui s'ensuit au début des années 1920 entre Paris et le Saint-Siège n'ont pu que raviver les souvenirs transigeants issus du Concordat. Le Second Ralliement a quant à lui été appliqué en 1926, lorsque Pie XI désigne l'Action française comme élite dissidente. Dans un mouvement inversé mais tout aussi intense que celui de 1905, le profil des nouveaux évêques change en conséquence. C'est le nonce Maglione qui a eu pour mission d'opérer cette forte mutation hiérarchique (pas moins de quarante sièges, soit près de la moitié des évêchés, pourvus entre 1926 et 1936). La génération Liénart-Gerlier-Feltin peut ainsi être définie comme celle « du milieu » – milieu de siècle (par son activité de 1930 à 1960) et milieux de vie (par sa promotion de l'Action catholique). Cette propension à occuper le « centre » ne tient pas que du symbole mais d'un refus de l'intransigeantisme. Celui-ci est signifié lors de sa naissance à l'épiscopat (condamnation de l'Action française) et à sa disparition (concile Vatican II<sup>1</sup>). Il y a en effet bien eu mobilisation de ces évêques contre une dissidence ou minorité de défense autrefois pourtant bien légitimée dans l'Église (ici les maurrassiens, là la minorité conciliaire). Dans ce schéma lisse survient toutefois la crise majeure de la Seconde Guerre mondiale lorsque, après la phase d'unanimisme de 1940, l'association particulière et durable de cette génération avec le maréchal Pétain et son hostilité à la Résistance finissent par l'imposer elle-même à la Libération comme « élite dissidente ». L'impact de la crise d'autorité avec la « dissidence » résistante mériterait assurément d'être analysé en aval de la sortie de guerre, tant on sait combien elle a compté dans les divers conflits autour du progressisme, de la mission ou de la « nouvelle théologie ». C'est cependant vers l'amont que l'on remontera ici<sup>2</sup> pour mieux nous concentrer sur les étapes qui ont conduit à l'inversion de parcours

---

<sup>1</sup> M<sup>sr</sup> Weber écrit dans ses mémoires : « Je crois qu'en tout cela j'ai appartenu au vaste Centre du Concile », *Au soir d'une vie*, Paris, Centurion, 1970, p. 185.

<sup>2</sup> Le débat historiographique le légitime. Jean-Louis Clément, dans sa volonté d'atténuer le maréchalisme des évêques, a ainsi cherché à l'insérer dans une généalogie d'hostilité au courant démocrate-chrétien (lire « Civisme épiscopal, civisme démocrate-chrétien en France : une divergence (1919-1939) », *Revue d'histoire ecclésiastique*, n° 1-2, janvier-juin 2003, p. 80-105). Cet article est donc une réponse à cette analyse, également développée dans Frédéric Le Moigne, *Les évêques français de Verdun à Vatican II. Une génération en mal d'héroïsme*, Rennes, PUR, 2005.

de 1944, à égale distance de 1926 et de 1962. L'attention sera portée sur l'évaluation de la hiérarchie et sur les discours « dissidents » écrits contre l'épiscopat ou produits en son sein.

### **Au centre contre l'Action française (1926-1939)**

La condamnation de l'Action française (AF), couronnement du Second Ralliement, modifie en profondeur l'identité de l'Église de France héritée de la Séparation. C'est particulièrement net en son sommet. Ni la Grande Guerre ni le rapprochement diplomatique entre la France et le Saint-Siège n'étaient en effet parvenus à mettre la génération épiscopale de la Séparation au diapason transigeant. Il faut donc attendre les anathèmes de Pie XI contre Maurras en 1926 puis la stratégie de nominations de M<sup>gr</sup> Maglione<sup>3</sup>, nonce à Paris de 1926 à 1936, dans la ligne conciliante de son mentor Gasparri pour ouvrir un chapitre nouveau dans l'évaluation de l'épiscopat français. Le rapport de forces change alors au sein de l'Assemblée des cardinaux et archevêques (ACA) dont l'orientation nettement conservatrice était entretenue depuis sa création en 1919 par M<sup>gr</sup> Chollet. Même si ce dernier garde son poste de secrétaire actif, c'est désormais, son opposant du Nord, le cardinal Liénart, qui constitue le modèle à suivre<sup>4</sup>. Les archevêques de défense, issus des réseaux intransigeants romains de la Congrégation consistoriale et du Séminaire français disparaissent un à un (Rivière en 1930, Charost et Nègre en 1931) et sont progressivement remplacés par des pasteurs (Feltin, Roques, Fillon, Béguin, Petit de Julleville, Gerlier, Dubourg). Il en est de même dans les évêchés où la mort fait œuvre d'épuration pour les prélats (Marty, Le Fer de La Motte) dont le cœur a toujours battu pour Maurras, même au plus fort de la crise.

Existe-t-il cependant une « dissidence » au sein de la hiérarchie catholique du début des années 1930 ? Les profils d'accès à l'épiscopat sont-ils tous uniformes autour de l'identité sulpicienne et d'une jeunesse préservée de toute séduction AF par le truchement du Sillon, de l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF) et des Semaines sociales ? Le nonce Maglione propose comme évêques et même archevêques (Suhard, Mignen) quelques anciens du Séminaire français (Mathieu, Picaud, Tréhiou) ou des élèves de Billot (Pic) qui ont pu être liés au réseau intransigeant et pour certains proches de l'AF. Seulement, leur loyalisme ou leur prudence durant la condamnation suffisent à leur donner une respectabilité suffisante aux yeux du nonce. À l'instar d'un Suhard, ils apportent leur sensibilité, notamment pour ce qui est de la défense de la doctrine, mais sans déparer dans le nouvel épiscopat et la fidélité à la ligne du pontife. Pour ne citer qu'un cas emblématique, Hippolyte Tréhiou, encore inscrit dans le réseau breton intransigeant du cardinal Charost au milieu des années 1920, n'hésite pas à renvoyer l'abbé Berto,

<sup>3</sup> Frédéric Le Moigne, « L'épiscopat français après la condamnation de l'AF », dans Jacques Prévotat (dir.), *Pie XI et la France*, Rome, École française de Rome, 2010, p. 183-203.

<sup>4</sup> Chollet écrit au cardinal Merry del Val pour que Rome arrête de soutenir son voisin de Lille qui fait beaucoup de mal, se dit « démocrate et syndicaliste » (Archives diocésaines de Cambrai [désormais ADC], 1 B Lille Liénart, lettre du 26 mars 1929). Quelques semaines plus tard, Liénart est créé cardinal.

disciple intégral de Le Floch<sup>5</sup> et qui, au grand séminaire de Vannes, s'activait à la constitution d'une fraternité sacerdotale acquise à sa cause plus qu'à celle de l'évêque<sup>6</sup>.

Malgré l'intense formatage du nonce, la diversité de l'épiscopat restait cependant effective puisque, parmi les évêques nommés avant la condamnation de l'AF, certains profils étaient très marqués. Les spécimens de l'intransigeance agrégés autour de Chollet, Llobet, Harscouët, Girbeau ou de l'actif Florent du Bois de La Villerabel peuvent trouver avec leurs réseaux de collaborateurs des appuis ponctuels en particulier mais pas seulement dans les terres de tradition de l'Ouest. Ils incarnent une certaine dissidence hiérarchique à la ligne majoritaire. Si leur courroux contre les nouveaux évêques « sans Doctrine », « démagogues » et « ouvriéristes », peut s'exprimer dans la correspondance<sup>7</sup>, leur influence est cependant mince, en particulier sur le nonce et sa politique active de nominations<sup>8</sup>.

Le recentrage de l'Église de France est donc une réalité au début des années 1930. L'épuration des cadres maurrassiens à tous les étages de l'édifice accompagne dans les discours hiérarchiques l'abandon du ton de combat de la décennie précédente. L'image de l'épiscopat change et inverse le ressentiment. Alors que le gallican Louis Canet, l'influent conseiller aux affaires religieuses du Quai d'Orsay impliqué dans la consultation organisée depuis 1921 sur les nominations épiscopales, n'a plus à s'opposer aux évêques de son ennemi Henri Le Floch, ce sont logiquement les attaques intégristes qui se concentrent sur le nouvel épiscopat. Encore faut-il préciser que c'est surtout Rome et son représentant en France, le nonce Maglione, qui sont les plus visés. Mais c'est un fait que les évêques français, en particulier la mémoire de M<sup>sr</sup> Julien (Arras), les cardinaux Liénart et Verdier ou encore M<sup>sr</sup> Durand (Oran) nourrissent les pamphlets *Vérités* de Luc-Vérus<sup>9</sup>, expression publique d'une dissidence interne à l'Église et mode de défiance habituelle d'une frange toujours virulente, quoique minoritaire, du catholicisme français et de ses relais romains. On peut penser toutefois que les recettes des critiques intégristes sont bien éculées. La comparaison avec les évêques fin de siècle, concordataires et républicains, ne tient pas en régime de Séparation, qui plus est avec une majorité d'évêques anciens combattants qui continuent de recevoir des décorations pour leur action dans la Grande Guerre. L'AF ne saurait ici faire oublier qu'elle a magnifié cet héroïsme

<sup>5</sup> Le supérieur du Séminaire français, spiritain d'origine finistérienne, doit quitter ses fonctions en 1927.

<sup>6</sup> Tout comme Berto, Tréhiou, formé à Santa Chiara, a été professeur d'Écriture sainte.

<sup>7</sup> ADC, « Sém. français », lettre du 15 décembre 1932 de Le Floch à Chollet.

<sup>8</sup> Dans sa propre province, Chollet ne peut rien contre les nominations de Liénart à Lille et de Dutoit à Arras.

<sup>9</sup> Pseudonyme de l'abbé Boulin, d'Henri Merlier, d'Alfred Simon et de plusieurs autres rédacteurs. La soixantaine de ces pamphlets mériterait une étude détaillée dans le sillage de Christian Sorrel (dir.), *L'anticléricalisme croyant (1860-1914)*, Chambéry, Presses de l'université de Savoie, 2004. Liénart, décrit comme « jeune "évêque rouge des Rouges-chrétiens" » (dans *Vérités XXVI*, Paris, Linotypie G. Dosne, 1931) présente un « Rapport sur les dangers que fait courir à l'Action catholique la propagande intense de certaines publications auprès du clergé et des fidèles », lors de l'ACA de 1932 (ADC, 1 B ACA 1932/1). Il n'est pas sûr que M<sup>sr</sup> Chollet ait partagé ses conclusions, lui qui recevait en même temps un courrier du P. Le Floch ainsi libellé : « Que dire [sur] l'épiscopat [prêt] à se dresser collectivement contre Luc-Verus ? En le faisant il manquerait autant de dignité que d'habileté. Sans doute le cardinal Liénart a été pris à partie, mais... ! », ADC, lettre du 10 février 1932.

avant 1926. Nul doute que cet antiépiscopalisme n'ait trouvé que peu d'échos dans une société marquée par la totalisation combattante. L'identité patriotique du nouvel épiscopat apparaît tout au contraire comme un facteur d'intégration dans la République et reste, en dépit de traces autoritaires, un facteur de transigeance hiérarchique durant toutes les années 1930.

La condamnation de Maurras ayant un impact général sur l'ensemble du spectre du catholicisme français, les évêques acteurs de la condamnation ont été aidés par les réseaux démocrates-chrétiens et l'avis de Francisque Gay a pu être ponctuellement pris en compte par le nonce dans l'attribution de certains sièges épiscopaux. Les élections législatives de 1928 constituent à ce titre une étape importante puisque l'épiscopat français ne peut plus condamner, après la stigmatisation de Maurras, cette mouvance ; ce qui profite au Parti démocrate populaire qui fait son meilleur score de la période. On ne peut plus parler de « dissidence » démocrate-chrétienne aux yeux de la nouvelle hiérarchie, elle-même accusée d'être devenue « démocrate » par ses adversaires.

Le débat autour du pacifisme, très vif au début des années 1930, éclaire ces positions. La presse, enjeu du pontificat de Pie XI, est devenue l'une des grandes préoccupations des évêques français. Selon eux, le nationalisme de l'AF est repris dans les journaux de droite de François Coty (*L'Ami du peuple*) qui deviennent une cible de choix<sup>10</sup>. Plusieurs personnalités emblématiques de la nouvelle génération hiérarchique (Pic, Béguin) s'investissent avec Francisque Gay ou le P. Merklen dans des tribunes d'affirmation du pacifisme pontifical au risque de s'impliquer dans la campagne électorale de 1932. Ces prélats semblent se déporter très avant en direction d'un « briandisme » qui leur est reproché par leurs adversaires, y compris parmi des évêques plus âgés (Tisier, Sagot du Vauroux) plus proches de la Fédération nationale catholique (FNC). Dans ce contexte surgit le contentieux entre le général de Castelnau et l'ACJF. Souvent analysée<sup>11</sup>, cette crise révélatrice du conflit de génération et de la confrontation des identités au sein du militantisme catholique français ne doit pas oublier d'intégrer les évêques.

Depuis 1931 en effet, l'Action catholique a été unifiée par la hiérarchie. Un tel conflit est donc symptomatique des résistances à ce modèle collectif en raison de la pluralité du mouvement catholique<sup>12</sup>. Or l'épiscopat, contrairement à ce qui se passera durant les crises postérieures à 1940, parvient à imposer son autorité à l'ensemble des acteurs, sans condamnation unilatérale et sans donc nourrir indéfiniment la « dissidence ». Les modalités n'ayant pas besoin d'être développées (changement de censeur ecclésiastique pour l'ACJF, conversations du cardinal Verdier avec le

<sup>10</sup> Le Floch écrit dans ses vœux à Chollet : « Je lui souhaite de rester très longtemps [à la tête] de l'ancien épiscopat français, afin que le nouvel épiscopat fasse le moins possible de mal. Celui-ci aurait besoin de savoir ce qu'est la paix et ce qu'est la guerre pour ne pas tomber dans un lamentable et funeste pacifisme et internationalisme. Il collabore [...] au torchon de F. Gay et de quelle façon. Il faut que Coty, [nom illisible], Maurras lui apprennent la doctrine catholique. Autrefois le Saint-Office aurait agi. », ADC, lettre du 3 décembre 1931.

<sup>11</sup> Voir Corinne Bonafoux-Verrax, *La Fédération nationale catholique (1924-1944)*, Paris, Fayard, 2004 et Alain-René Michel, *Catholiques en démocratie*, Paris, Cerf, 2006.

<sup>12</sup> Tangi Cavalin, « Les évêques et l'Action Catholique », dans Christian Sorrel et Frédéric Le Moigne (dir.), *Les évêques français de la Séparation au pontificat de Jean-Paul II*, à paraître.

président de la FNC, le général de Castelnau), contentons-nous de rapporter le coup de sifflet final du cardinal Liénart en 1933 :

« Un malaise toutefois plane encore : une tendance demeure à jeter la suspicion contre certains prêtres, certains évêques, certains prédicateurs. Est-ce possible ? Nos évêques, nos prêtres, nos associations ont donné sur les champs de bataille de la Grande Guerre assez de preuves irréfutables de leur patriotisme. Qui donc a lancé contre nous ces odieuses calomnies ? [...] Elles furent lancées dans les ténèbres et leurs auteurs restent dans l'ombre. Ce qu'ils ont voulu, c'est jeter parmi nous le trouble et l'incertitude, essayer d'étouffer la voix de l'Église en faveur de la paix. Il faut les confondre, il faut les démasquer<sup>13</sup>. »

Le viatique du pacifisme pontifical n'est guère utilisé, mais la réponse qui se place sur la médiation générationnelle entre patriotisme sourcilleux et pacifisme juvénile évoque habilement les « ténèbres » de l'AF pour ramener ACJF et FNC à l'apaisement derrière les chefs. Les évêques de Pie XI témoignent alors d'un contrôle de l'espace catholique, au cours de grandes manifestations organisées de concert avec l'abbé Bergey, tels que les pèlerinages européens des anciens combattants (Lourdes 1934 et 1936 ; Rome en 1935) qui ne gomment pas une certaine fascination pour le modèle autoritaire et la discipline. La question des ligues ne signifie pas autre chose. En 1934, plusieurs évêques conservateurs les appuient au nom de l'Ordre (Florent du Bois de La Villerabel, Harscouët, au grand mécontentement de M<sup>sr</sup> Dutoit). Cinq évêques, vétérans de la Grande Guerre, adhèrent aux Croix-de-feu au nom de la sociabilité combattante et de l'identité prétendument sociale du mouvement. L'ACA, en invoquant de son côté le souci de préservation apolitique de la jeunesse d'Action catholique, condamne dans la logique de 1926-1927 l'adhésion et enterre la crise. Non sans division ni ambiguïté, l'épiscopat est alors capable d'occuper tout le spectre catholique et de maîtriser ses tensions internes.

Cette logique a-t-elle été compromise sous le Front populaire ? Après tout, c'est le moment de tous les dangers et l'observateur rapide n'a qu'à surligner les raidissements du discours<sup>14</sup> et les condamnations romaines pour construire les ponts entre 1925 et la période de la guerre. Or si l'épiscopat conservateur regagne du terrain, en particulier contre les démocrates-chrétiens qu'il parvient à présenter de nouveau comme « dissidents » (non-élection de Bidault dans l'Orne de M<sup>sr</sup> Pasquet ; condamnation de *L'Aube*<sup>15</sup> au plus grand plaisir de M<sup>sr</sup> Chollet ou de M<sup>sr</sup> Grumel<sup>16</sup> de la même génération), il ne faudrait pas lui adjoindre la nouvelle génération d'évêques<sup>17</sup>. Celle-ci joue de modération, défendant le schéma unanimiste hérité de la guerre, entretenant des liens cordiaux avec les autres élites, reconnaissant qu'il n'y a pas de réveil de l'anticléricalisme, continuant d'attaquer la presse de droite oublieuse

<sup>13</sup> *Semaine religieuse du diocèse de Lille*, 21 mai 1933.

<sup>14</sup> « Lettre pastorale des cardinaux français aux catholiques de France », *La Documentation catholique*, 7 novembre 1936, n° 815, col. 771-774.

<sup>15</sup> Françoise Mayeur, *L'Aube, étude d'un journal d'opinion (1932-1940)*, Paris, Armand Colin, 1966.

<sup>16</sup> Ce dernier écrit à F. Gay, le 18 juin 1936 : « L'évêque de Maurienne prie Dieu d'éclairer les mauvais ouvriers d'une œuvre néfaste de division et d'égarement [...] et comme le dit Pie XI on change le nom d'Aube en celui de crépuscule », Institut Marc Sangnier, 8.

<sup>17</sup> Pignat et Liénart écrivent ainsi à F. Gay pour lui témoigner leur solidarité.

selon elle de la doctrine sociale de l'Église et de l'esprit de charité comme lors de la campagne contre Roger Salengro, durant laquelle le cardinal Liénart dénonce l'acharnement de la presse contre le maire de Lille. Ce n'est pas un hasard si la cérémonie emblématique des années 1930 se situe à ce moment-là avec les dix ans de la JOC célébrés au Parc des Princes. L'idée que Léon XIII et Pie XI puissent être entendus face à la « main tendue » a été fortement défendue. Les condamnations de *Sept*<sup>18</sup>, le rappel à l'ordre de *La Vie intellectuelle* et de *L'Aube* ne sont absolument pas de son fait, bien au contraire. Il faut lire à ce sujet l'important rapport que le cardinal Liénart remet au cardinal Pacelli, secrétaire d'État, sur la situation de l'Église de France en 1937. Les lignes n'ont pas bougé depuis 1928 et confirment celles qu'il a déjà envoyées au même secrétaire d'État en 1935.

« Votre Éminence sait avec quelle ardeur le clergé de France a répondu aux appels du Saint Père et s'est engagé dans la voie d'une Action Catholique profonde, en dehors de toute compromission politique, et quels magnifiques résultats ont été obtenus par cette Action dans tous les milieux. Au lieu de s'en réjouir, certains milieux catholiques plus ou moins influencés par l'AF et soutenus par une presse qui voudrait mettre le catholicisme au service de partis politiques, ont entrepris de jeter le soupçon de connivence avec la maçonnerie et le communisme, sur les évêques, les prêtres et les laïques qui se sont donnés dans l'apostolat de conquête. Incapables de comprendre que l'Église peut avoir son action propre, ils ne peuvent admettre que ses représentants se libèrent de leurs partis politiques sans les accuser aussitôt d'adhérer aux partis adverses. Un catholique égaré lance-t-il *Terre Nouvelle*, on s'efforce aussitôt de faire croire que cet organe exprime l'état d'esprit du jeune clergé français, de la Jeunesse catholique française, etc.

Et tandis qu'on s'efforce de paralyser les efforts de ceux qui travaillent au renouveau chrétien qui se dessine chez nous, on répand le bruit que le Saint Père a reconnu son « erreur » à l'égard de l'Action française et qu'il a l'intention de la réhabiliter.

Tant que cela restait le fait de catholiques réfractaires, je n'y attachais guère d'importance parce que leurs attaques envers le Saint Père lui-même suffisaient à mettre en garde contre eux. Mais ils ont changé de tactique et ils ont réussi à insinuer leurs calomnies dans beaucoup d'esprits plus sincères. Aujourd'hui c'est couramment que dans certains milieux "bien pensants" on parle des Cardinaux et évêques bolchevistes et qu'on traite de même les militants les plus dévoués à l'Église qui sont cependant les adversaires les plus efficaces et les plus fermes de la contagion communiste.

Plusieurs, je le sais, ont porté jusqu'à Rome leurs dénigrement. Ils ont trouvé dans les journaux italiens certaines plumes complaisantes qui accusent l'épiscopat de complaisance franc-maçonne et communiste. Mais ce qui a achevé de me révéler les progrès de ces campagnes perfides, c'est un article de la *Civiltà cattolica* du 21 août 37 où le RP Rosa tout en faisant certaines réserves sur les articles du professeur Manarcorda, termine par une note qui laisse entendre qu'en effet, en France particulièrement, des organes catholiques font le jeu de la

<sup>18</sup> Magali Della Sudda, « La suppression de l'hebdomadaire dominicain *Sept*. Immixtion du Vatican dans les affaires françaises (1936-1937) ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 104, octobre-décembre 2009, p. 29-44.

maçonnerie et du communisme. Il se réfère à « la France réelle », organe d'ailleurs insignifiant et succédané de l'AF, qui s'est acharné, avec la presse dont j'ai parlé, à ruiner *Sept*, *La Vie Intellectuelle*, *La Vie Catholique* et même *La Croix de Paris*, c'est-à-dire des journaux ou revues sincèrement dévoués aux enseignements du Saint-Père. Les assertions de la *France réelle* ne valent pas plus que celles des "Vérités" de Luc-Vérus dont les pamphlets s'acharnent à déconsidérer les chefs de l'Église de France et les idées que ceux-ci représentent. Votre Éminence comprendra mon étonnement en voyant une revue aussi importante que la *Civiltà cattolica* se faire l'écho de telles accusations. C'est toute l'œuvre de rechristianisation actuellement entreprise chez nous qui se sent soupçonnée injustement et qui se trouve paralysée et menacée par de pareilles campagnes<sup>19</sup>. »

Le rapport est écrit à chaud, quelques jours après la disparition de *Sept*, ce qui explique les détails abondants sur la presse<sup>20</sup>, témoigne d'une certaine perte d'influence de la majorité épiscopale française à Rome. Les évolutions vaticanes sont en effet en décalage avec l'aspiration de l'évêque de Lille, ce que vient confirmer au début du pontificat de Pacelli la levée de l'index contre l'AF (juillet 1939). Cependant, dans le climat unanimiste favorisé sur le plan politique par la séduction autoritaire de Daladier<sup>21</sup> puis la croisade patriotique de l'entrée en guerre, l'épiscopat serre les rangs. Dès avant Vichy, un certain nivellement se constate. Le contraste qui existe toujours entre les sensibilités n'est plus aussi opérant. Le profil des nominations a été infléchi dès 1936, sous l'influence de Pacelli alors secrétaire d'État. Le Séminaire français de Rome est désormais clairement favorisé, ce que confirment les nominations de 1940 (Guerry, Lebrun, Martin, Théas) et la promotion de Suhard sur le siège parisien en 1940. Il n'y a donc plus les évêques sulpiciens contre les anciens « conservateurs », mais un groupe déjà plus composite. Surtout le maréchalisme, immédiatement partagé, soude l'ensemble de la hiérarchie autour des valeurs combattantes qui sont celles de la majorité des évêques. Cela a pour effet de renverser les antagonismes, d'unifier l'épiscopat dans sa position d'élite relais du régime, le tout dans un schéma de centralité déjà constaté à la fin de la III<sup>e</sup> République, mais naturellement exacerbé, d'autant qu'il peut être parfois durement dirigé contre ennemis de l'intérieur et dissidents de l'extérieur.

### **Unanimisme maréchaliste contre « dissidence résistante » (1940-1944)**

L'unanimisme maréchaliste décliné à longueur de discours par la hiérarchie catholique, et qui s'accompagne d'un appel redoublé en direction des élites et de la masse catholique en faveur de leur participation à l'effort de redressement national,

<sup>19</sup> Segreteria di Stato, Sezione per i Rapporti con gli Stati, Archivio Storico, AA.EE.SS., Francia, pos. 817, fasc. 383, « 1937 Tendenze politiche del clero francese ». Lettre du 25 septembre.

<sup>20</sup> Magali Della Sudda cite une lettre de Saliège qui va dans le même sens. Magali Della Sudda, « La suppression », art. cit., p. 32 (note 9).

<sup>21</sup> Jean-Marie Mayeur, « La politique religieuse du gouvernement Daladier », dans René Rémond et Janine Bourdin (dir.), *Édouard Daladier, chef de gouvernement*, Paris, FNSP, 1977, p. 241-254.

en vient à désigner précocement une « dissidence ». Si en 1940 les élites républicaines défaillantes sont plus désignées par contamination de langage, comme le prouvent quelques discours encore temporisateurs du côté de l'épiscopat transigeant du Sud-Ouest, l'année 1941 voit un positionnement sans nuance de l'ensemble de la hiérarchie. Lettres de carême et interventions après le « vent mauvais » de l'été témoignent de cet investissement qui prend pour cible les hésitations coupables de l'opinion et surtout le gaullisme attaqué sans ménagement. Ce n'est pas seulement M<sup>sr</sup> du Bois de La Villerabel qui, depuis le Midi Blanc, tire le plus rapidement et avec autorité contre ses ennemis démocrates chrétiens « reconvertis » en gaullistes (*La Voix du Vatican*), mais bien l'ensemble de l'épiscopat du Sud, y compris les prélats autrefois emblématiques de la condamnation de l'AF (Rodié, Pic, Béguin), surtout quand ils s'expriment lors des cérémonies funèbres fortement exposées de l'armée de Vichy. Le sens du devoir n'est pas dans la fuite considérée comme une désertion, songe également le cardinal Liénart à Lille ou M<sup>sr</sup> Feltin à Bordeaux, sans parler de M<sup>sr</sup> Dutoit à Arras. Attentifs aux termes du contrat avec le régime sur l'école et la jeunesse, les évêques ne marchandent pas leur soutien au Chef vénéré, ce qui place cette génération au cœur d'un « troisième Ralliement » considéré comme la continuation de la voie apolitique mais qui apparaît très vite comme le reniement de la libération nationaliste de 1927. L'Occupation brouille les cartes de la représentation de la hiérarchie à l'échelle du siècle. L'épiscopat de 1940 ne paraît plus si différent de celui de 1905 ou de 1925, ce qui conforte l'image d'une hiérarchie fidèlement conservatrice dans la première moitié du siècle. Cette génération se déporte et quitte son « centre » de gravité en pensant s'inscrire dans une centralité historique partagée avec le plus grand nombre.

On peut considérer que les équilibres internes du catholicisme français se sont adaptés à la nouvelle situation autoritaire. Sur le plan théologique<sup>22</sup>, on remarquera ainsi que le dominicain et strict thomiste Reginald Garrigou-Lagrange a pu orienter une part importante de l'épiscopat méridional, lors de la retraite de Notre-Dame de Rochefort au début d'octobre 1940. Il prêche aux « évêques de Maglione », Rodié ou Pic qui ont pu être sensibles, lors de la condamnation de l'AF, au thomisme modéré de Maritain et à la philosophie de l'action de Blondel<sup>23</sup>. La théologie politique du loyalisme est moins reçue passivement par un épiscopat, proche des deux jésuites Paul Coulet<sup>24</sup> et de Paul Doncoeur, que partagée et distillée dans une sphère maréchaliste large qui englobe des personnalités telles que l'abbé Bergé dont les écrits et les paroles portent très haut le pétainisme. On aurait ainsi tendance à traiter une question aussi importante que la relation de l'épiscopat de zone sud à la Légion dans la continuité de la pratique observée avec les ligues. Le cadre est cependant inversé car la Légion se veut totalisante alors que les ligues étaient dissidentes dans la

<sup>22</sup> Suivre Étienne Fouilloux, « Des théologiens "officiels et mandatés" dans la France de Vichy », *Revue d'histoire ecclésiastique*, 102 (2007), n° 2, p. 481-503.

<sup>23</sup> Celui-ci, attaqué par Garrigou-Lagrange en 1935, est encore défendu auprès du Saint-Office par M<sup>sr</sup> Brunhes (Montpellier), proche dans sa jeunesse du Sillon, et par les cardinaux Verdier et Liénart. Claude Troisfontaines, « Maurice Blondel et la condamnation de l'AF », dans Jacques Prévotat (dir.), *Pie XI et la France...*, *op. cit.*, p. 263-265.

<sup>24</sup> Feltin signe la préface des *Catholiques et la Révolution nationale*, Toulouse, Apostolat de la Prière, 1942.



République, ce qui n'empêche pas des demandes de clarification négociée de la part d'évêques soucieux de préserver les militants catholiques d'un engagement politique trop affirmé dans une stratégie continuée<sup>25</sup>.

L'inquiétude hiérarchique s'exprime toutefois contre un autre versant du catholicisme. La tentation de collaboration de *Soutanes de France*, l'organe des prêtres anciens combattants ou des traités théologiques qui circulent au sein même de la compagnie de Saint-Sulpice<sup>26</sup> qui a tant marqué l'identité de cette génération d'évêques sont pour les prélats bien moins préoccupants, si tant est qu'on puisse même parler de préoccupation, que la « vraie » dissidence, issue de cette Résistance dont ils récusent le nom. On trouve en effet, lors du tournant de 1942 marqué par la réaffirmation de la thèse « loyaliste » (ACA de décembre), la réfutation hiérarchique de la théorie du Prince-esclave du jésuite Gaston Fessard accompagnant l'invasion allemande de la zone Sud et une crispation de l'épiscopat sur l'autorité. Peut-être les évêques français s'auto-persuadent-ils en privé de toujours occuper le centre en critiquant entre eux les journaux collaborationnistes de Paris, mais c'est bien la Résistance spirituelle qui est publiquement visée. À partir de juin 1943, *Témoignage chrétien (TC)* reçoit ainsi une volée de bois vert de la part de l'épiscopat du Sud. Par capillarité régionale (du Sud-Ouest au Massif central puis au Sud-Est), car c'est désormais ainsi que la hiérarchie réagit dans le cloisonnement de l'Occupation, près d'une dizaine d'évêques<sup>27</sup> s'en prennent aux théologiens et juristes, souvent qualifiés de « sans mandat » et ironiquement dépréciés notamment par l'anonymat. Les jésuites de Fourvière et Fessard sont également surveillés depuis Cambrai où l'inévitable M<sup>gr</sup> Chollet tente de relayer ses confrères du Sud. De concert avec son ancien ennemi « démocrate » d'Arras, M<sup>gr</sup> Dutoit, ce qui en dit long sur les reclassements de l'Occupation au sein de l'épiscopat social de Pie XI, l'archevêque de Cambrai prépare une longue note doctrinale contre les « sophismes des tenants du TC<sup>28</sup> ». Ces quinze pages apparaissent cependant inappropriées aux yeux du cardinal Liénart, partageant le point de vue de son métropolitain et de l'ACA sur les théologiens sans mandat mais déconseillant, peut-être à cause du souvenir de la croisade anti-communiste du cardinal Baudrillart, la justification de la collaboration qui engagerait de fait l'ACA au-delà de sa définition du loyalisme de décembre 1942. Finalement, plutôt que le tract envisagé par Dutoit, c'est M<sup>gr</sup> Chappoulie, émissaire de l'épiscopat à Vichy, que M<sup>gr</sup> Chollet sollicite pour adresser son travail à Pétain.

Sur fond de division, l'année 1943 consacre une incompréhension dramatique entre évêques et jeunesse catholique. Le certificat de naissance de cette génération hiérarchique, à savoir le ravissement de la jeunesse à l'influence de Maurras, avait jusqu'alors été entretenu grâce à une représentation positive de la jeunesse par l'intermédiaire de l'Action catholique spécialisée et du jeune clergé. Il est ainsi

<sup>25</sup> L'Église défend ses prérogatives face aux empiètements politiques dans le monde combattant et la jeunesse.

<sup>26</sup> Maurice Lesaunier, *La Conscience Catholique en face du devoir civique actuel*, Paris, Paillard, 1941, 24 p.

<sup>27</sup> Rastouil (Limoges) précurseur, Feltin (Bordeaux), Challiol (Rodez), Pignet (Clermont), Du Bois de La Villerabel, Martin, repris par Les *Semaines religieuses* de Chevrier (Cahors) et Rodié (Agen), réagissent dans le même sens.

<sup>28</sup> ADC 1 B Dissidence, lettre du 13 novembre 1943.

notable que l'évêque qui avait le plus rêvé d'une jeunesse régénérée par Pétain – M<sup>sr</sup> Martin au Puy-en-Velay, lors du grand pèlerinage du 15 août 1942 – choisisse une année plus tard de s'adresser à un « jeune catholique » qui lit *TC*, et suit donc les mauvais conseillers ou se réfère maladroitement aux évêques étrangers (Pays-Bas et Allemagne). À ce propos, la géographie européenne des évêques est évidemment à géométrie variable puisque M<sup>sr</sup> Pic fait au même moment l'apologie de l'*Estado Novo* portugais. Sans pouvoir mener ici le récit des relations complexes de l'épiscopat avec ses mouvements de jeunesse déjà bien balisé par l'historiographie, il est clair que 1943 constitue pour cette génération hiérarchique sa première grande crise, plus marquée avec la JEC, et surtout l'ACJF remise au pas sur Vichy en octobre, qu'avec la JOC et la JAC, même si le cloisonnement de l'Occupation et l'individualisation des destins obligent à ne pas tout considérer à l'échelle collective<sup>29</sup>. Dans les conditions particulières de l'expression de l'obéissance dans l'Église, ce qui rend l'indiscipline plus notable encore, la relation est également abîmée avec une partie des séminaristes et des jeunes prêtres.



**M<sup>sr</sup> Dutoit en pays minier au début des années 1930. L'évêque d'Arras, nommé en 1932, est un évêque « social », très engagé contre les conservateurs sous le pontificat de Pie XI. L'occupation change la donne. Dans le département d'origine de Pétain, il défend la collaboration et doit démissionner à la Libération (archives diocésaines d'Arras, © DR).**

On est là au cœur d'un conflit d'autorité qui est également un conflit de génération, ce qui autorise à parler de vieillissement prématuré de cette génération hiérarchique à cause de son maréchalisme indélébile. Le STO a figé les positions des évêques qui sont montés au créneau durant l'été 1943. Alors que la prudence devant les complexités de l'Occupation, le double jeu, voire pour certains la clairvoyance ont permis à une minorité de prélats de garder la confiance de la jeunesse (Dubourg,

<sup>29</sup> Yvon Tranvouez, *Catholicisme et société dans la France du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Karthala, 2011, p. 56.

Terrier). À quelque exceptions près (Liénart), le groupe « central » déjà repéré a sermonné les réfractaires à plusieurs échelles : intimité du séminaire (M<sup>gr</sup> Feltin<sup>30</sup>), espace diocésain (M<sup>gr</sup> Auvity), espace national (M<sup>gr</sup> Serrand<sup>31</sup>). Plus largement, dans les derniers mois de l'Occupation, les listes noires de la Résistance<sup>32</sup>, séparant les « bons » prélats des plus compromis, se nourrissaient bien entendu de tels engagements publiquement affirmés. Même si la situation se brouille – arrestations, relations différenciées avec les maquis –, les derniers actes cérémoniels (obsèques d'Henriot) fixent la représentation et annoncent des lendemains qui déchantent pour la majorité des évêques au moment de la Libération.

### **Le renversement « dissident » de la Libération**

La dépréciation de l'épiscopat par les résistants démocrates-chrétiens, une partie des catholiques sociaux, et plus largement par la société libérée, est bien née dans les mois précédents. Mais c'est un fait que la Libération reste en soi une période particulière témoignant non seulement du renversement entre une expression précédemment dissidente qui devient légitime et un épiscopat qui apparaît lui-même dissident au terme d'un processus de marginalisation largement assumé et provoqué. L'électricité des premiers contacts entre évêques et anciens « dissidents » révèle l'ampleur du divorce. La première vague des aumôniers de la France libre échouant dans les palais épiscopaux et autres sanctuaires libérés se heurte à une digue. À Nantes, l'homélie de l'abbé Lepoutre, imposé par Michel Debré pour le Service anniversaire des victimes du bombardement à Saint-Similien, est ainsi reléguée au rang de « lamentable discours » par M<sup>gr</sup> Villepelet<sup>33</sup>. Plus largement, le récit des affrontements directs offre un corpus favorisant la comparaison. Qui tient d'ailleurs le rôle du procureur ? Les Résistants (Mandouze face à M<sup>gr</sup> Delay), les prélats (Richaud face à Robert Buron, Liénart contre François-Louis Closon<sup>34</sup>) ? Le risque existe sur la durée et les recompositions naturelles de ne plus trop savoir quel est le statut de chacun (à l'instar de Jules Catoire, à la fois procureur et avocat de M<sup>gr</sup> Dutoit<sup>35</sup> ou de M<sup>gr</sup> Guerry, avocat général de la hiérarchie devant lui-même

<sup>30</sup> « Quand on est séminariste on dépend de la Hiérarchie et c'est prétention orgueilleuse et sotte que de se dire que mon petit jugement est meilleur que celui de l'Église », déclare Feltin. Archives historiques Archevêché de Paris (désormais AHAP) 1D XV 31.

<sup>31</sup> L'évêque de Saint-Brieuc a produit une « note à ses doyens » en février 1943 dans laquelle il exige l'obéissance du clergé au STO et s'emporte contre les « dissidents ». Non destinée à sa *Semaine religieuse*, elle est repérée par le comité de propagande, éditée par ses soins (rapidement épuisée) et lue à Radio-Vichy. Elle paraît également dans *La Gerbe*. Chollet reçoit ce document de Serrand (ADC, 1 B Dissidence, inventaire 51/3, lettre du 30 octobre 1943).

<sup>32</sup> Celles-ci apparaissent dès 1943. La plus connue, celle du CGE (Comité général d'études) de la Résistance comporte ainsi les noms de vingt évêques compromis. Laurent Ducerf, « La CGE face à l'épuration », dans Jacqueline Sainclivier et Christian Bougeard (dir.), *La Résistance et les Français*, Rennes, PUR, 1995, p. 270-271.

<sup>33</sup> Marcel Launay, *Les Carnets de M<sup>gr</sup> Villepelet évêque de Nantes (1940-1945)*, Haute-Goulaine, Opéra, 2007, p. 186

<sup>34</sup> ADC, 3B6<sup>2</sup>, chemise A « Résistance septembre 44 ».

<sup>35</sup> Bruno Béthouart, *Jules Catoire (1899-1988)*, Arras, Artois Presses Université, 1996, p. 179.

répondre devant ce qu'il considère être un tribunal de douze dominicains orienté par le RP Maydiou au couvent de la Tour-Maubourg en février 1945<sup>36</sup>).

Le monde qui sépare évêques et Résistants doit se mesurer avec la comparaison termes à termes des colonnes grises des *Semaines religieuses*, bulletins officiels qui reprennent de l'importance en raison de l'absence de parution de *La Croix* jusqu'au début 1945, avec les nouveaux titres de la Libération sévèrement qualifiés de presse « sans aucun esprit chrétien » par M<sup>gr</sup> Guerry<sup>37</sup>. Dans cette masse imposante, on repérera l'expression d'un discours dissident de la part de l'épiscopat. Il n'existe pas sur le terrain social, mais bien sur celui de la théologie politique. Prompt à convertir le loyalisme de 1941 en apolitisme, ce qui est trop souligné pour ne pas apparaître comme un déni, la crainte du cléricanisme est avancée en 1944 pour ne voir qu'influence partisane (à comprendre comme influence communiste<sup>38</sup>) et statut provisoire du pouvoir gaulliste<sup>39</sup>. Maréchalisme tardif et « obsession de la justice sans mandat » constituent les deux autres piliers d'un discours hiérarchique qui s'identifie volontiers au sort des élites du régime défunt. L'épiscopat nourrit par son discours et par ses actes (témoignage à décharge du cardinal Liénart au procès Pétain) une position « dissidente » qui dure très avant sous la IV<sup>e</sup> République, au moins jusqu'à la mort du Maréchal et l'amnistie de 1951. On trouve dans ce destin collectif des nuances comparables au raidissement d'un Desgranges, autrefois proche du PDP et des Semaines sociales, en guerre contre l'épuration. Cette inversion est-elle un nivellement entre anciens adversaires et thuriféraires de l'AF ? C'est un fait que pendant la sortie de guerre, le discours intégriste n'attaque plus l'épiscopat français car il se retrouve dans la même position vis-à-vis de la République et des démocrates-chrétiens. Ces derniers et Bidault en premier lieu estiment quant à eux que la Libération exige un changement de cap hiérarchique similaire à celui connu après la condamnation de l'AF. Signe que l'Occupation fait vraiment écran, Bidault ne reconnaît plus à cette génération hiérarchique le bénéfice de son identité d'avant-1940. L'épuration mais aussi la volonté d'un rajeunissement de l'épiscopat, avec de surcroît la promotion de Résistants, se heurtent, sauf exception, à la stratégie de nominations de Pie XII.

Malgré des traits de réaction similaires et unificateurs, la hiérarchie garde toutefois toute sa complexité à la Libération<sup>40</sup>. L'identification des « courants » qui la traversent reprend de l'intérêt. On ne sera guère étonnés de noter dans l'épiscopat

<sup>36</sup> Papiers Béguerie, lettre de Guerry au RP Maydiou, 8 février 1945. Document aimablement transmis par Étienne Fouilloux.

<sup>37</sup> Dans cette lettre au P. Maydiou, le coadjuteur de Cambrai accorde cependant ce titre à *TC* et se félicite de « quelques articles » de Mauriac qu'il a lui-même rappelé à l'ordre, et de « quelques phrases » de *Temps Présent* tout aussi surveillé. *L'Aube* et M. Schumann sont par contre dénoncés pour l'opposition montée en épingle entre haut et bas clergé.

<sup>38</sup> Guerry écrit dans sa lettre déjà citée à Maydiou : « De plus en plus, la "résistance" se coupe d'avec le pays : elle est devenue un "parti" [...] un parti de vengeance ».

<sup>39</sup> M<sup>gr</sup> Choquet, *Bulletin religieux du diocèse de Tarbes*, 8 septembre 1944.

<sup>40</sup> La radiographie des élites catholiques à la Libération a souvent été pratiquée par Étienne Fouilloux. Lire comme figure contrepoint à la hiérarchie française, son récent *Eugène, cardinal Tisserant (1884-1972)*, Paris, DDB, 2011. Illustration de cette thématique des deux élites dans Frédéric Le Moigne, *Les évêques français de Verdun à Vatican II*, Rennes, PUR, 2005, p. 151-239.

Frédéric Le Moigne, « L'épiscopat français contre Maurras et la Résistance », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 18, septembre-décembre 2012 [en ligne, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)]

conservateur un raidissement. La référence au Sillon réapparaît sous la plume de M<sup>gr</sup> de Lobet dans la logique de son combat constant contre les « démocrates » alors en position de force. Ce dernier explique ainsi à M<sup>gr</sup> Chollet son refus de recevoir le chanoine Denis, « *missus* » de TC et du RP Chaillet qu'il craint de voir devenir le véritable « directeur de conscience de la hiérarchie » : « Sur les 41 collègues qu'il a visités, plus de vingt ont donné leur entière adhésion, favorisé sa propagande, présidé même des cérémonies du clergé pour lui gagner des sympathies. [...] Je suis le premier à manifester une position nettement négative [à l'encontre de cet émissaire] appuyé par notre éminent collègue de Lyon<sup>41</sup> » ajoute-t-il.



**M<sup>gr</sup> Gerlier lors du pèlerinage international des Anciens Combattants ( Lourdes, 12 septembre 1936). Figure emblématique des évêques de Pie XI, l'ancien avocat et président de l'ACJF a toujours été en quête d'audience dans la société française. © Sanctuaires Notre-Dame de Lourdes, DR.**

<sup>41</sup> ADC 1B 1945 « ACA de juin 1945 », lettre certainement rédigée en mars.

L'allusion finale au cardinal Gerlier prouve la permanence des clivages traditionnels au sein de la hiérarchie. Et en effet on trouve, dans le Sud-Ouest<sup>42</sup> de M<sup>gr</sup> Saliège, l'ossature du groupe des évêques transigeants de l'avant-guerre à la pointe de l'ouverture, qu'il s'agisse de Moussaron à Albi ou de Rodié à Agen qui félicite publiquement *TC* en octobre 1944. Entre prélats de la Libération et « émigrés de l'intérieur », où se situe cependant la majorité épiscopale ? La réponse fixe en fait le véritable bouleversement hérité de la guerre par rapport aux années 1930 car la masse des évêques doit bien être classée dans ce dernier groupe. Outre le fait que les prélats destitués concernent avec Auvity, Dutoit, Beaussart et La Villerabel toutes les nuances de l'épiscopat, les prélats emblématiques de Pie XI, Liénart et plus encore Feltin, Suhard, Lamy accompagnés par les promus de Pie XII – Martin, Guerry – précèdent un large groupe d'évêques boudeurs et craintifs. Au-delà des cas connus, il y a en effet toute une gamme allant de l'évêque « paranoïaque » (M<sup>gr</sup> Couderc ne s'adressant à ses diocésains de Viviers qu'en décembre 1944) à l'évêque marginalisé (M<sup>gr</sup> Mesguen absent du *Te Deum* de mai 1945 à Poitiers pour cause de confirmation).

On avouera toutefois une réticence à vouloir systématiquement classer l'épiscopat par groupe. La relation des évêques au MRP révèle ainsi un refus du cléricanisme parmi les évêques transigeants du Sud-Ouest (Terrier à Bayonne ; Moussaron à Albi), là où Roques, lui aussi issu du Sud-Ouest mais à Rennes, soutient sans compter le nouveau mouvement. Le même Roques, conforté par les autorités résistantes, est également le premier à défendre l'honneur collectif du corps<sup>43</sup>, avant même les conférences de Liénart et de Guerry. Si les nuances sont nécessaires à l'histoire, elles apparaissent toutefois en décalage avec le temps de la Libération qui nourrit oppositions, représentations définitives et jugements péremptifs. Les démocrates-chrétiens ont ainsi leur cardinal (Saliège) ou leur évêque (Théas) « résistants », identité individuelle, nationale et dissidente que ces deux derniers doivent récuser pour éviter tout cléricanisme mais aussi au nom de la solidarité avec le groupe et des exigences romaines<sup>44</sup>.

On le sait, l'ambiguïté et la subtilité peuvent également se nicher au cœur de la représentation manichéenne. Le renversement de l'image de Suhard, passant de la représentation de paria maréchaliste à celle de héros missionnaire, dans une évolution favorisée tant par les catholiques sociaux de la Résistance que par les militants légalistes de la JOC, en est le meilleur exemple. On ne peut malheureusement développer les recompositions qui suivent la tempête. Ce processus de cicatrisation naturelle et d'amnésie stratégique ne saurait cacher les blessures toujours vives, ponctuellement ravivées par les circonstances. Entre le

<sup>42</sup> Il convient d'ajouter également un groupe d'évêques de l'Est, parmi lesquels Blanchet (Saint-Dié), Dubourg, Heintz (Metz) confortés par l'opinion à la Libération.

<sup>43</sup> *Semaine religieuse du diocèse de Rennes*, 17 septembre 1944.

<sup>44</sup> Après sa visite à Pie XII de la fin de 1944, il doit déclarer : « Au moment où certains veulent nous diviser, en opposant Évêques à Évêques, je tiens à affirmer l'inviolable solidarité de tout l'Épiscopat français. »

chanoine Bordes de Dax, vicaire général résistant en divergence avec son évêque M<sup>gr</sup> Mathieu<sup>45</sup> et l'abbé Giraudet, prêtre vendéen et aumônier clandestin du STO, tous deux morts en déportation, on imagine aisément qui la hiérarchie a mis en avant en 1945<sup>46</sup>. Nul doute qu'un Georges Bidault, encerclé à Vézelay en juillet 1946<sup>47</sup> par Doncoeur chargé comme dans les années 1930 et en 1942 de l'organisation de la cérémonie par M<sup>gr</sup> Lamy et le trio Feltin-Liénart-Suhard, n'ait songé à y voir les limites de sa stratégie d'épuration. Lorsque paraît chez Flammarion en 1947 *L'Église catholique en France sous l'Occupation* dans le climat de guerre froide qui prolonge les divisions de la Libération, Guerry, par ailleurs auteur de l'importante note doctrinale de l'ACA du 13 mars 1946 sur la nécessaire obéissance des mouvements catholiques, ne retranche pas une ligne à son argumentaire établi en 1944-1945. Les traces des oppositions passées n'ont en fait jamais disparu<sup>48</sup>. À l'heure de Vatican II, le P. de Lubac, assistant à la cérémonie du 11 novembre 1962 à Saint-Louis des Français en présence de tout l'épiscopat, peut encore écrire : « Il semble que tout ce qui ressemblerait à un sentiment patriotique fasse peur à nos évêques<sup>49</sup>. » Enfin le cardinal Feltin, vieillard invalide, n'a rien oublié du passé lorsqu'il s'exprime après Mai 1968 :

« Personnellement, je lui reproche [au général de Gaulle] : d'avoir laissé s'étendre, pendant l'occupation, avec la radio de Londres que vous avez pu entendre dans votre jeunesse, ce courant d'idées contre le M. Pétain et le gouvernement d'alors : "N'obéissez pas, faites ce que vous voulez, agissez selon vos vues, selon votre personnalité, agissez selon votre conscience, n'acceptez pas les ordres, etc." Cela ne paraît rien, mais quand, tous les soirs, on répète la même chose, à une population toute entière, cette idée finit par pénétrer. Il est très certain que l'état d'esprit de votre génération qui souffre d'un manque d'obéissance, de simplicité, d'ordre, où chacun veut vivre à sa guise, vient, pour une part, de cette propagande insensée qui s'est faite à l'excès pendant toute l'occupation<sup>50</sup> ? »

La hiérarchie, à la fois distante par nature et proche par relation et nécessité de contrôle de la dissidence, est directement impliquée dans les différentes crises d'autorité qui jalonnent le milieu du siècle. Cette génération hiérarchique bénéficiant d'une identité à la fois forte et relativement plastique n'est en rien figée dans le temps. L'inversion est même un des grands traits de son identité – inversion de la confrontation (de l'AF à la Résistance), inversion de l'héroïsme (des tranchées de la Grande Guerre à la notabilisation maréchaliste), inversion des critiques (de l'opprobre intégriste à la dénonciation démocrate-chrétienne). Si la hiérarchie

<sup>45</sup> Vincent Adoumié, « Entre pétainisme et Résistance : la hiérarchie catholique landaise », dans Jean-Pierre Koscielniak, Philippe Souleau (dir.), *Vichy en Aquitaine*, Paris, L'Atelier, 2011, p. 186-192.

<sup>46</sup> L'abbé Bousquet déclare aux Invalides lors des obsèques de l'abbé Giraudet : « Devant la mauvaise volonté des dirigeants [...], les évêques n'hésitent pas un seul instant à envoyer des prêtres, comme ouvriers, afin de fonder le front de la résistance spirituelle », *Semaine catholique du diocèse de Luçon*, 23 juin 1945, n° 25.

<sup>47</sup> « La Croisade de la Paix », *Semaine religieuse du diocèse de Sens*, 2, 1946, n° 29.

<sup>48</sup> Denis Pelletier et Jean-Louis Schlegel (dir.), *À la gauche du Christ. Chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 2012.

<sup>49</sup> Henri de Lubac, *Carnets du Concile*, tome I, Paris, Cerf, 2007, p. 256.

<sup>50</sup> AHAP 1D XV 24 2, « Conférence soixantième anniversaire ordination » (1969).

catholique a durablement pâti de la guerre, c'est qu'elle n'a pu se détacher d'une image de défense associée aux évêques de la Séparation, cruelle ironie pour cette génération de la rupture transigeante et de la conquête qui avait paru réussir sa mue dans les années 1930. Vingt années suivent cependant 1944 pour clore l'évaluation de ce groupe d'évêques qui prend sa retraite avec Vatican II. De l'hiver pacellien au printemps conciliaire, on retrouve en effet un cycle inversé de saisons par rapport à celui entrevu ici de la condamnation de Maurras au jugement de Pétain. Ce sont bien les mêmes acteurs, l'âge avançant, qui ont vécu ce cycle entier et contrasté à la tête d'une Église de France dépendante du rythme romain, ainsi que de celui de sa militance.

### **L'auteur**

Frédéric Le Moigne est chercheur associé au Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC). Il a publié *Les évêques français de Verdun à Vatican II. Une génération en mal d'héroïsme* (Presses universitaires de Rennes, 2005) et coordonné avec Dominique-Marie Dauzet le *Dictionnaire des évêques de France au XX<sup>e</sup> siècle* (Cerf, 2010). Il travaille actuellement avec Christian Sorrel sur les évêques français à Vatican II.

### **Résumé**

Après la condamnation de l'Action française (1926), une nouvelle génération d'évêques recentre l'Église de France. L'épiscopat, en guerre contre la dissidence maurrassienne, se rapproche pour l'occasion des démocrates-chrétiens. L'avènement du régime de Vichy brise cette dynamique. La génération des évêques maréchalistes et souvent anciens combattants dénonce avec virulence la Résistance, en particulier catholique. Le divorce est consommé à la Libération avec les démocrates-chrétiens et impose la majorité de l'épiscopat comme une « élite dissidente ». C'est cette inversion de parcours qu'il s'agit de présenter dans ses grandes étapes.

**Mots clés :** épiscopat, Action française, Vichy, Résistance, Libération, démocrates-chrétiens.

### **Abstract**

*"The French episcopate facing Maurras and Resistance"*  
*After the 1926 Papal condemnation of the Action Française, a new generation of French bishops, opposed to the Maurras movement, shifted towards the centre and Christian Democracy. The Vichy Regime put an end to this drift as the pro-Vichy bishops (some of them were WWI veterans) strongly condemned the Resistance movement. After the war, the episcopate can be described as a "dissident elite" split from the Christian-democratic Popular Republican Movement. The paper describes this evolution.*

**Key words :** épiscopat, Action française, Vichy, Résistance, Libération, démocrates-chrétiens.





Frédéric Le Moigne, « L'épiscopat français contre Maurras et la Résistance », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 18, septembre-décembre 2012 [en ligne, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)]

**Pour citer cet article :** Frédéric Le Moigne, « L'épiscopat français contre Maurras et la Résistance », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 18, septembre-décembre 2012 [en ligne, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)]